



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
24 mai 2005  
Français  
Original: espagnol

**Assemblée générale  
Cinquante-neuvième session  
Point 148 de l'ordre du jour  
Mesures visant à éliminer  
le terrorisme international**

**Conseil de sécurité  
Soixantième année**

**Lettre datée du 24 mai 2005, adressée au Secrétaire  
général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de Cuba  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un résumé des faits essentiels se rapportant à la présence du terroriste Luis Posada Carriles sur le territoire des États-Unis d'Amérique (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme documents de l'Assemblée générale, au titre du point 148 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Rodney **López Clemente**



**Annexe à la lettre datée du 24 mai 2005,  
adressée au Secrétaire général par le Chargé  
d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Résumé des faits essentiels se rapportant à la présence  
du terroriste Luis Posada Carriles sur le territoire  
des États-Unis d'Amérique**

**(au 13 mai 2005)**

Le 11 avril 2005, le Gouvernement cubain a signalé que le terroriste Luis Posada Carriles se trouvait peut-être sur le territoire des États-Unis, information qui a été confirmée par la suite.

Dangereux terroriste international, Posada Carriles a été condamné par la justice vénézuélienne en même temps que le terroriste Orlando Bosch Ávila, qui réside à présent aux États-Unis, pour le sabotage d'un avion de la compagnie aérienne cubaine tombé au large des côtes de la Barbade en 1976, causant la mort de 73 personnes innocentes.

Posada Carriles, au passé chargé de crimes commis contre Cuba et d'autres nations, dirigeait, dans les années 60, 70 et 80, des organisations terroristes ayant perpétré, sous la direction des services de renseignement américains, de nombreux attentats contre Cuba et les pays qui maintenaient des relations avec l'île.

Luis Posada Carriles a été également connu comme tortionnaire à la Direction du renseignement et de la sécurité vénézuélienne (DISIP), où il occupait de hautes fonctions dans les années 70.

Plus récemment, en 1997, Posada Carriles a dirigé du territoire salvadorien un réseau de terroristes, qui s'employaient à poser des bombes dans les hôtels et les centres touristiques cubains, causant de forts dégâts matériels et humains, dont la mort du touriste italien Fabio di Celmo. Dans un entretien accordé au quotidien *The New York Times*, publié les 12 et 13 juillet 1998, Posada a reconnu avoir dirigé ce réseau.

En 1985, Posada s'est évadé d'une prison vénézuélienne où il exécutait une peine pour le sabotage de l'avion cubain au large de la Barbade, échappant ainsi à la justice vénézuélienne.

Il a reparu en El Salvador en 1985, à la base militaire d'Ilopango, où il travaillait aux côtés du lieutenant-colonel Oliver North, chargé par le Président des États-Unis d'Amérique de fournir des armes aux contras nicaraguayens pendant la sale guerre contre le gouvernement sandiniste de ce pays.

En novembre 2000, Luis Posada Carriles a été arrêté au Panama avec trois de ses complices alors qu'ils préparaient un attentat contre le Président de la République cubaine, qui venait y assister au X<sup>e</sup> Sommet ibéro-américain. Posada et ses complices avaient projeté de déposer une charge d'explosif C-4 dans l'amphithéâtre de l'Université de Panama où le Président Fidel Castro devait rencontrer des centaines d'étudiants et de professeurs panaméens. L'explosif qui devait être utilisé a été saisi par les autorités panaméennes.

Le gouvernement de la Présidente Mireya Moscoso, s'appuyant sur une argumentation captieuse et mensongère, a rejeté la demande d'extradition présentée par Cuba pour que Posada Carriles et ses complices répondent des crimes qu'ils avaient commis contre le peuple cubain avant leurs agissements au Panama; la demande était étayée d'un dossier volumineux de plus de 2 000 pages, et présentée conformément aux procédures prescrites par le Code de justice de la République du Panama.

Durant son incarcération, Posada Carriles a continué, tout en préparant son évasion, de diriger son réseau terroriste, analogue à celui qu'il avait animé quelques années auparavant au Venezuela. Cette fois, l'aide lui a été apportée de Miami par l'organisation terroriste Fundación Nacional Cubano Americana, façade de la CIA mise en place par le gouvernement Reagan pour lancer des opérations contre Cuba.

En 2001 et 2002, il a reçu de nombreuses visites de Santiago Álvarez Fernández Magriña, chargé par les groupes terroristes de Miami de financer sa défense et d'organiser son évasion et qui s'est occupé, avec Nelsy Ignacio Castro Matos, de la coordination en Amérique centrale.

Ces individus ont cessé leurs voyages au Panama en 2002, lorsque le Gouvernement cubain a demandé aux autorités panaméennes de les arrêter et de les extraditer pour avoir participé à la préparation d'actes terroristes contre Cuba et être entrés sur le territoire cubain dans l'intention de commettre des sabotages, plans déjoués par les services de sécurité cubains. Ils ont toutefois continué de négocier la libération de Posada Carriles et de ses complices.

Selon le quotidien panaméen *La Estrella de Panamá*, Colin Powell, alors Secrétaire d'État américain, et Otto Reich, chargé des affaires de l'hémisphère occidental au Conseil national de sécurité du gouvernement Bush, ont, lors de leurs visites au Panama, demandé à la Présidente Mireya Moscoso de libérer les terroristes.

L'ancien Ambassadeur américain au Panama, Simón Ferro, qui entretenait depuis longtemps des relations avec la Fundación Nacional Cubano Americana, a été chargé de coordonner avec le Gouvernement panaméen la libération des individus en question. Immédiatement après avoir gracié les quatre détenus, l'ancienne Présidente Moscoso a appelé Ferro au téléphone pour lui annoncer qu'elle avait accompli sa tâche, ce dont la presse panaméenne s'est faite l'écho.

Luis Posada Carriles a été condamné par un tribunal panaméen à huit ans de prison. Au cours du procès, nonobstant les preuves dûment produites, les chefs d'accusation d'association de malfaiteurs et de possession d'explosifs, qui auraient fortement alourdi la peine, ont été inexplicablement écartés. Les avocats des organisations plaignantes (syndicats, association d'étudiants et d'autochtones panaméens) qui avaient perdu des membres dans les attentats, ont fait appel de ce jugement, de même que les avocats de la défense.

Il est resté en prison jusqu'en août 2004, date à laquelle la Présidente Mireya Moscoso alors au pouvoir lui a accordé une grâce illégale alors que son procès n'était pas terminé et que le gouvernement cubain s'était à maintes reprises alarmé du fait qu'une grâce présidentielle lui permettrait de fuir. Ses trois complices, Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermon Novo Sampoli et Pedro Remón Rodríguez ont été graciés en même temps que lui.

Leur transport vers le Honduras a été soigneusement préparé de Miami. Deux avions ont été utilisés. Gaspar Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoli et Pedro Remón ont voyagé à bord de l'un des appareils jusqu'à Miami, où ils ont été accueillis en véritables héros par les membres des organisations terroristes établies dans cette ville et où ils se déplacent à présent en toute impunité. Le deuxième appareil, à bord duquel se trouvait déjà le terroriste Santiago Álvarez Fernández Magriña, a transporté Luis Posada Carriles à San Pedro Sula (Honduras).

Débarquant en territoire hondurien avec un passeport américain au nom de Melvin Cloide Thompson, il a été accueilli et protégé par Rafael Hernández Nodarse, chef de la structure terroriste opérant dans ce pays, faits largement rapportés par la presse hondurienne.

Jusqu'à son entrée sur le territoire américain, Posada Carriles s'est déplacé en Amérique centrale avec de faux papiers.

Le 14 mars 2002, selon le quotidien mexicain *Que Quintana Roo se Entere* le crevettier *Santrina* sous pavillon américain s'est échoué dans la zone de récifs d'El Farito à Isla Mujeres. Se trouvaient à bord cinq membres d'équipage, dont le capitaine José Pujol, un agent de la CIA connu sous le nom de « Pepín », qui, une fois le bateau remis à l'eau, a refusé d'expliquer aux médias les raisons de sa présence insolite dans ce port.

Se trouvait également à bord de la *Santrina* Santiago Álvarez Fernández Magriña, ce même terroriste qui avait, sur ordre de la Fundación Nacional Cubano Americana, aidé Posada Carriles à s'évader de sa prison panaméenne et qui était à bord de l'avion le transportant au Honduras. Toujours selon ce quotidien, la *Santrina* a été minutieusement inspectée par les autorités mexicaines.

En plus des deux individus susmentionnés, le crevettier transportait aussi à son bord Rubén Darío López Castro, personnage à la longue histoire, membre depuis longtemps des organisations terroristes Alpha 66 et PUND, qui avait notamment pris part à l'assassinat du pêcheur cubain Luis Tormo Mirabal le 4 octobre 1973. Cet individu a été arrêté par les autorités des Bahamas en 1992 alors qu'il montait des opérations terroristes contre Cuba; il a participé en 1995 à l'attentat contre l'hôtel cubain Guitart Cayo Coco et à la préparation d'un attentat contre le Président cubain en République dominicaine; en 2000, il a organisé avec Posada Carriles, Jiménez Escobedo, Novo Sampoli et Remón l'attentat contre le commandant en chef Fidel Castro Ruiz au Panama.

Deux jours plus tard, *Por Esto*, autre quotidien de l'État du Quintana Roo, a annoncé que les autorités d'immigration, les autorités sanitaires et la capitainerie du port, entre autres, avaient fait une inspection de routine du bateau, sans découvrir aucune irrégularité. Selon le journal, les papiers des membres de l'équipage étaient en règle. Le bateau était parti des Bahamas pour Miami. Selon son capitaine, à son arrivée à Miami, il devait être transformé en bateau-école de plongée et d'exploration sous-marines.

Bien que la *Santrina* ait été enregistrée au nom d'une soi-disant fondation de protection du milieu marin, la Caribbean Dive and Research Foundation, son propriétaire n'est autre que le même Santiago Álvarez Fernández Magriña. Le 21 avril 2004, le Réseau socioécologique du Quintana Roo, qui regroupe des institutions de recherche et de protection écologiques opérant dans cet État mexicain, a déclaré à *Por Esto* que la « fondation de protection écologique » qui

servait de couverture à l'opération était inconnue. Il a précisé qu'il était en relations avec des associations analogues dans de nombreux pays, y compris les États-Unis d'Amérique, mais que c'était la première fois qu'il entendait parler de cette fondation.

Le 4 mai, après avoir signalé à plusieurs reprises aux autorités américaines que la *Santrina* se trouvait dans le port de Miami et qu'on cherchait peut-être à la faire disparaître ou à la dissimuler pour cacher qu'elle avait servi au transport de Posada Carriles, le Président Fidel Castro Ruiz a déclaré que, selon la presse de Miami, la *Santrina* avait déjà été transformée et convertie en bateau-école pour justifier les propos tenus par son équipage à Isla Mujeres.

D'autre part, le quotidien du Quintana Roo *Por Esto* déjà cité avait indiqué le 26 avril que, d'une embarcation située près de la *Santrina*, alors que celle-ci s'avitailait en carburant, l'on avait pu voir distinctement sur le pont six personnes; or le manifeste du bord du bateau en partance pour Miami ne contenait que cinq noms. Le journal avait ajouté que lorsque l'équipage s'était aperçu que la *Santrina* était observée, l'une des personnes qui se trouvait sur le pont s'était hâtée de rentrer à l'intérieur.

Il convient également de signaler que la voie normale pour aller des Bahamas à Miami ne passe pas par le territoire mexicain d'Isla Mujeres; il était donc dès le départ évident que les raisons de faire escale dans un port de l'État du Quintana Roo étaient forcément différentes.

Quelques jours plus tard, le 31 mars, le journal *El Nuevo Herald*, connu pour sa position anticubaine et ses liens avec des éléments terroristes de Miami d'origine cubaine, indiquait que Luis Posada Carriles se trouvait à Miami où il était arrivé par bateau et qu'il semblait possible que le Gouvernement des États-Unis lui accorde le droit de résidence en considération des services qu'il avait rendus aux forces armées du pays. On soulignera que la date de l'arrivée du terroriste Posada en territoire américain coïncide avec celle à laquelle la *Santrina* aurait dû arriver elle-même à Miami.

Le journal lui-même reconnaissait en revanche que le passé de l'intéressé, lié au terrorisme, posait un problème aux autorités américaines; il rapportait les propos de Santiago Álvarez Fernández Magriña, qui avait déclaré avoir l'intention d'aider Luis Posada Carriles à faire assurer sa représentation légale s'il en avait besoin.

Le 13 avril, c'est-à-dire deux jours après le dépôt de la plainte cubaine, l'avocat du terroriste a annoncé à Miami, selon la presse, qu'il avait demandé l'asile politique aux États-Unis pour la personne qu'il représentait car celle-ci avait « favorisé les intérêts des États-Unis pendant environ quatre décennies ». Selon la presse encore, Eduardo Soto, avocat de Posada Carriles, a ajouté que celui-ci était inscrit comme membre officiel de la CIA depuis le début des années 60 et qu'il était « en outre, membre de l'armée américaine ».

Soto a refusé de révéler l'endroit où se trouve Posada, mais il a expliqué que celui-ci aurait éventuellement un premier entretien avec les autorités d'immigration de Miami vers la fin de la semaine ou dans les premiers jours de la semaine suivante.

Le 5 mai, l'avocat Eduardo Soto a de nouveau affirmé que son client, le terroriste Luis Posada Carriles, se présenterait aux autorités d'immigration des États-Unis quand il y aurait lieu selon la demande d'asile qu'il avait déposée.

Depuis le 11 avril, le Gouvernement de la République cubaine dénonce la présence du terroriste Luis Posada Carriles sur le territoire américain, dans le contexte des déclarations du Président Fidel Castro Ruiz ; il a produit des éléments probants attestant que le terroriste se trouve aux États-Unis, en dépit des dénégations des autorités de ce pays, formulées en public et en privé.

Le Président cubain a rappelé à ce propos que le Président George W. Bush avait déclaré le 26 août 2003 : « Si quelqu'un protège un terroriste, si quelqu'un soutient un terroriste, si quelqu'un finance un terroriste, il est aussi coupable que le terroriste », et a déclaré que la protection que Washington accorderait à Luis Posada Carriles en refusant d'admettre qu'il était présent sur le sol américain « serait une injure faite aux Américains qui sont morts dans les tours jumelles ». Le Président de la République cubaine a plusieurs fois formellement invité le Gouvernement des États-Unis, et plus particulièrement le Président George W. Bush, à dire s'il savait ou non que le terroriste Luis Posada Carriles se trouvait sur le territoire américain depuis plus d'un mois et demi, tout en attestant formellement que Luis Posada Carriles était arrivé aux États-Unis à partir du Quintana Roo sur le bateau *Santrina*, qui avait fait à Isla Mujeres l'escale dont il a été question.

Le Président cubain a également informé l'opinion publique internationale que plusieurs personnes s'étaient fait connaître qui avaient vu Posada Carriles se promener dans les rues d'Isla Mujeres après son entrée sur le territoire mexicain via Chetumal.

Le Président de la République cubaine a indiqué clairement que l'admission du terroriste Posada Carriles sur le territoire américain non seulement serait une violation de la législation américaine contre le terrorisme mais ferait aussi infraction aux dispositions de la résolution 1373 (2001) adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001, à la suite des attentats de New York et de Washington du 11 septembre de la même année.

Le Président cubain a recommandé en temps opportun et avec insistance au Gouvernement américain de mettre en œuvre les gigantesques moyens de ses organismes de renseignement et de sécurité pour rechercher la *Santrina* et ceux qui, comme le terroriste Santiago Álvarez Fernández Magriña, savaient où se trouvaient Posada Carriles. Il a également avisé le Gouvernement de Washington que le terroriste pourrait disparaître ou être assassiné à la suite de la plainte cubaine.

Le Président de la République cubaine a également annoncé que dans la nuit du 20 avril 2005, Santiago Álvarez Fernández Magriña avait reconnu, au cours d'une émission diffusée sur Canal 41 à Miami, avoir participé à des actes terroristes dirigés contre Cuba.

À la même occasion, Fernández Magriña a reconnu de façon claire et catégorique que Posada Carriles se trouvait précisément à Miami (Floride), aux États-Unis, et que lui-même, Álvarez Magriña, était en relations constantes avec lui.

Le commandant en chef Fidel Castro Ruiz a rappelé le 22 avril les peines qu'encourt, selon la législation américaine, celui qui fait entrer illégalement aux États-Unis une personne qui n'a ni passeport valable ni visa américain, fait entrer

aux États-Unis une personne dotée des documents nécessaires, la transporte sur le territoire américain, cache sa présence aux États-Unis ou l'aide à vivre clandestinement dans le pays, peines qui sont beaucoup plus lourdes s'il s'agit d'un criminel ou d'un terroriste, comme l'est Posada Carriles. Selon la législation américaine, le simple fait d'aider un terroriste à entrer illégalement aux États-Unis, de le transporter à l'intérieur du pays, de cacher sa présence et de lui fournir des moyens de subsistance à Miami est passible, pour chacun des complices, d'une peine pouvant atteindre 35 ans de prison et de plusieurs centaines de milliers de dollars d'amende. La législation américaine dispose de surcroît que toute embarcation utilisée pour faire entrer illégalement des êtres humains dans le pays doit être saisie, comme devrait l'être en l'espèce le crevettier *Santrina*.

Dans ce contexte, le Président de la République cubaine a fait clairement savoir que l'impunité du terroriste Luis Posada Carriles et de ceux qui, comme Santiago Álvarez, l'ont fait entrer aux États-Unis et le protègent maintenant, constitue un chantage évident pour le Gouvernement américain, pour lequel ces personnes ont toujours travaillé. Tout semble indiquer que Washington craint les révélations que ces terroristes pourraient faire quant à l'implication pendant des dizaines d'années du Gouvernement des États-Unis dans des actes terroristes, dirigés surtout contre Cuba.

Le Gouvernement de la République cubaine a également demandé formellement aux autorités du Costa Rica et du Guatemala de se renseigner sur le trajet parcouru par le terroriste Posada Carriles sur leur territoire, et au Gouvernement mexicain de faire enquête sur sa présence dans un des États du pays.

Le Président cubain a également fait savoir que le Congrès mexicain avait adopté un texte d'accord selon lequel le gouvernement du pays, et plus précisément le Secrétariat d'État et les services du Procureur général, chercheraient les moyens par lesquels Posada Carriles était entré sur le territoire mexicain. Le Congrès du Mexique s'est également déclaré préoccupé par l'appui fourni pour cette opération par l'organisation terroriste Fundación Nacional Cubano Americana, basée à Miami. Le Président Fidel Castro a instamment invité le Président Vicente Fox à demander au Président américain, George W. Bush, ce qu'il sait de l'affaire du terroriste Luis Posada Carriles.

Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela a annoncé qu'il allait demander l'extradition du terroriste Luis Posada Carriles, initiative appuyée par le Gouvernement de la République cubaine. Le Président Fidel Castro Ruiz a déclaré que Cuba ne voyait pas d'inconvénient à ce que le dangereux terroriste international soit jugé par un tribunal vénézuélien ou un tribunal international.

Le 3 mai, le Tribunal suprême de justice de la République bolivarienne du Venezuela a validé la demande d'extradition de Posada Carriles présentée par le ministère public, et les démarches ont déjà été entamées par la Chancellerie vénézuélienne. La demande d'extradition a reçu le plein appui de l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela.

Le Président cubain a également mis en garde contre la manœuvre, dont l'éventualité a déjà été annoncée, qui conduirait le Gouvernement d'El Salvador à demander l'extradition du terroriste Luis Posada Carriles pour quelque délit mineur, passible d'une simple amende, et qui permettrait de soustraire une fois encore le terroriste à la justice, ce qu'ont dénoncé les associations politiques et les partis

salvadoriens et ce qui irait à l'encontre des récentes déclarations du Président Saca, selon lesquelles El Salvador n'accorderait pas l'asile au terroriste.

Quant à la légalité de l'asile politique que les États-Unis accorderaient à Posada Carriles, le Président cubain a attiré l'attention sur l'avis de José Pertierra, avocat réputé de Washington d'origine cubaine, spécialiste des questions de migration, tel qu'il a été publié par le journal en ligne *Rebelión*. Ce juriste analysait dans un article la législation américaine pour arriver à la conclusion qu'il n'y avait aucune raison d'accorder à Posada Carriles l'asile aux États-Unis, ni l'autorisation d'y résider, ni le droit d'obtenir une « autorisation de voyager », et qu'il était également exclu de lui accorder le bénéfice des dispositions de la loi d'ajustement concernant Cuba.

L'avocat Pertierra a bien montré avec des arguments juridiques solides que le Gouvernement américain ne disposait d'absolument aucun échappatoire pour accorder l'asile au terroriste ou l'autoriser à résider en permanence sur le territoire américain, et que la seule option qu'avait Washington était de l'arrêter et de procéder à sa déportation.

Après plus d'un mois et demi de silence devant les interpellations du Président cubain, on a appris le 4 mai que Roger Noriega, Sous-Secrétaire d'État aux affaires de l'hémisphère du Gouvernement des États-Unis, avait déclaré que son gouvernement ignorait si le terroriste Luis Posada Carriles se trouvait ou non sur le territoire américain, en ajoutant qu'on n'avait aucun indice quant à sa localisation réelle. M. Noriega a également déclaré que le Gouvernement américain n'était pas disposé à offrir l'asile à quiconque était coupable de faits criminels et que l'affaire serait traitée de façon « privée, sérieuse et transparente ».

Réagissant aux déclarations de M. Noriega, le Président de la République de Cuba a donné lecture d'articles parus dans la presse de Miami dans lesquels les auteurs s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement américain souhaitait donner un caractère « privé » à la question étant donné que selon le Sous-Secrétaire d'État lui-même, on avait affaire à un criminel. Les journalistes se sont demandés comment on pouvait à la fois traiter l'affaire de façon « privée » et « transparente » et si Washington comptait prendre des mesures contre les autres terroristes présents à Miami et contre les complices de Posada Carriles, étant donné que celui-ci n'avait pas commis seul les actes qui lui étaient reprochés.

De leur côté, les avocats du terroriste, dont l'équipe a été « renforcée » avec l'arrivée d'individus tels que Kendall Coffey, ancien procureur de Miami, à la tête de l'équipe qui a tenté d'empêcher le jeune Elfan González de quitter les États-Unis, et de Joaquín Chafardet, qui a représenté Posada Carriles à Caracas lors du procès concernant l'explosion de l'avion cubain en 1976, ont déclaré que les déclarations du Sous-Secrétaire Noriega ne changeaient rien au fait que le dossier de demande d'asile suivrait son cours.

Le Président Fidel Castro n'a cessé de répéter qu'il était fort improbable que le Gouvernement américain ignore où se trouve Luis Posada Carriles étant donné que l'adresse du demandeur doit figurer expressément sur les formulaires de demande d'asile. Par ailleurs, les complices de Posada, tels que Santiago Álvarez Fernández Magriña, ont indiqué savoir où se trouvait l'intéressé. Il aurait donc suffi de leur poser la question.



Parallèlement, le Président cubain a relevé que selon le quotidien *The Miami Herald* en date du 26 avril, un porte-parole du FBI aurait déclaré que ce service du Département de la justice n'était pas compétent dans le cas du terroriste Posada Carriles, car il n'avait pas reçu de mandat d'arrestation contre lui. Fidel Castro s'est demandé comment réagiraient le peuple, le Gouvernement et l'opinion publique italiens à l'annonce d'une décision qui permettrait à un terroriste responsable de la mort de Fabio di Celmo, citoyen italien, de séjourner librement sur le territoire américain.

Il est manifeste que le Gouvernement américain se trouve dans une situation délicate par suite de ses propres incohérences et mensonges. Le très prestigieux hebdomadaire *Newsweek* a estimé dans son numéro de la semaine du 3 mai que le problème posé par le terroriste Posada Carriles était tellement épineux qu'il avait été porté à l'attention du Département de la sécurité du territoire, du Conseil national de sécurité et de la Maison blanche, laquelle est maintenant bien en peine de justifier ses décisions en la matière dans le contexte de la soi-disant « guerre contre le terrorisme ».

Le Congrès américain lui-même s'en est ému. Le 1<sup>er</sup> mai, le Président de la République de Cuba a informé le peuple cubain que, dans une lettre récente, le sénateur républicain Norm Coleman avait confirmé que le Département de la sécurité du territoire avait reçu la demande d'asile de Posada Carriles et estimé qu'en raison même des agissements terroristes que l'intéressé avait admis planifier et mener à bien, Carriles ne pouvait prétendre bénéficier du droit d'asile.

Par ailleurs, le 6 mai, le Président Fidel Castro Ruiz a fait mention d'une lettre adressée à *Newsweek* par le représentant William Delahunte, Président du Comité panaméricain de la Chambre des représentants, dans laquelle il dénonçait l'inertie des autorités américaines et estimait que cela confinait à l'hypocrisie étant donné les preuves rassemblées contre Luis Posada Carriles. Le représentant y engageait le FBI à se saisir de l'affaire.

Lors de son allocution prononcée le 1<sup>er</sup> mai devant plus de 1,3 million de personnes, le Président Fidel Castro a noté le poids que pouvaient avoir les démarches de la presse américaine face à l'immobilisme des autorités du pays.

Certains ont commencé à se livrer à toutes sortes de manigances juridiques pour que Posada Carriles reste en liberté, à l'abri de la justice, sur le sol américain.

On a dit par exemple que s'il ne restait pas aux États-Unis, il serait conduit à Cuba et condamné à mort. Le Président cubain a rappelé qu'il était totalement impensable que Posada soit jugé à Cuba, position restée inchangée depuis le début de l'affaire afin de conserver toutes les chances de voir l'intéressé extradé et jugé au Venezuela, pays qui de toute façon n'applique pas la peine de mort.

Les avocats du terroriste allèguent qu'en vertu de la Convention contre la torture, nul ne peut être extradé dans un pays où il risque d'être torturé et se disposent à lancer une campagne afin de dénoncer les risques que courrait Posada Carriles au Venezuela, l'objectif étant d'user de cet argument devant les tribunaux de Miami.

Ce qu'ils oublient de dire c'est qu'un bourreau comme Posada Carriles ne peut se prévaloir de la Convention contre la torture.

Pour ne citer qu'un seul exemple, Jesús Moreno, de nationalité vénézuélienne, a déclaré récemment, dans le cadre de l'émission « En Confianza » de Venezolana de Televisión, avoir été torturé en 1973 sur ordre de Posada Carriles, alors membre des services secrets vénézuéliens.

Pendant deux mois, Moreno a été maltraité et torturé par les sbires de Posada Carriles. Il a également affirmé qu'un haut responsable des services secrets avait facilité l'évasion du terroriste de sa prison vénézuélienne.

Cuba a demandé que le tribunal qui jugera Posada Carriles juge également un autre terroriste qui se promène toujours en liberté dans les rues de Miami, Orlando Bosch.

Le Président Fidel Castro a rendu publics de nombreux éléments de preuve montrant les liens qui unissent les deux hommes et exposant des détails révélateurs sur leurs agissements criminels conduits sous la protection des autorités américaines, lesquelles se gardent bien de mettre fin à l'impunité de personnages des plus répugnants.

Le Président Fidel Castro a révélé que lors d'un voyage au Chili, Bosch et l'organisation terroriste CORU s'étaient engagés à éliminer des personnalités chiliennes en exil sur ordre de la Junte militaire de Pinochet. L'assassinat du général Carlos Prats et de sa femme en Argentine, l'attentat de Rome contre Bernardo Leighton, vice-président du parti chilien Démocratie chrétienne et 14 attentats contre des missions diplomatiques cubaines dans de nombreux pays se sont ainsi produits entre février 1974 et novembre 1975.

Malgré ses antécédents criminels, Bosch a été remis en liberté en février 1988 par les autorités vénézuéliennes et s'est installé à Miami où il a été gracié par le Président Bush. Depuis, il continue à se vanter de ses activités terroristes sans manifester le moindre remord.

On ne peut qu'être horrifié par le cynisme des déclarations faites publiquement par Orlando Bosch lors d'entretiens avec des médias vénézuéliens et américains (la dernière date de seulement quelques jours) dans lesquelles il justifie le recours au terrorisme contre des personnes innocentes et, loin de manifester du remord, il se délecte de ses agissements barbares et aveugles.

Lorsque George Bush a gracié Orlando Bosch, il n'ignorait rien de ses agissements, notamment parce qu'il occupait le poste de directeur de la CIA au moment où Posada Carriles et Bosch étaient en cheville.

Orlando Bosch figurait même parmi les invités du Président George W. Bush lors d'une manifestation organisée à Miami le 20 mai 2002, ce qui prouve les relations étroites que la Maison blanche entretient avec ce type d'individus.

Les documents publiés le 10 mai 2005 sur le site Web des archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington <<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>> sont particulièrement éloquentes et ont eu un large retentissement mondial.

Il s'agit de 14 documents de la CIA et du FBI dont la diffusion a été autorisée et qui prouvent sans conteste que la CIA a recruté et employé Posada Carriles et que celui-ci et Orlando Bosch sont les auteurs de l'attentat de 1976 contre l'appareil de Cubana. Ils révèlent aussi la participation directe d'un autre terroriste accueilli sans

autre forme de procès par le Gouvernement américain, Guillermo Novo Sampol, à l'assassinat de l'ancien chancelier chilien Orlando Letelier. Les documents montrent que le Gouvernement américain était au courant depuis le début des agissements terroristes de ces individus.

Les liens de Posada avec la CIA qui remontent à l'époque du débarquement sur la plage Girón (il était à bord de l'un des navires mais il n'a pas débarqué) sont apparus au grand jour. Il a appris à se servir d'engins explosifs lors de son passage dans l'armée américaine entre 1963 et 1965. Il a quitté la CIA en juillet 1967 pour la réintégrer quatre mois plus tard et n'en partir qu'en 1974. Les mêmes documents confirment que Posada est resté en contact avec la CIA de façon tantôt systématique tantôt ponctuelle jusqu'à la constitution de l'organisation terroriste CORU en juin 1976, trois mois avant le sabotage de l'avion cubain, et mettent en évidence la participation active du terroriste après son évasion de la prison de Caracas à des opérations d'approvisionnement en armes des contras nicaraguayens depuis la base salvadorienne de Llopango, sous les ordres du lieutenant-colonel Oliver North, haut fonctionnaire du gouvernement Reagan agissant au nom de la Maison blanche et du Département d'État.

Les documents révèlent que dès le lendemain de l'attentat, le FBI savait déjà avec certitude que Bosch et Posada Carriles en étaient les auteurs. Manifestement, le Gouvernement américain savait depuis le début que les deux terroristes avaient trempé dans l'explosion de l'avion cubain et avait choisi de garder le silence et de dissimuler les preuves au lieu de coopérer avec les autorités trinitadiennes et vénézuéliennes.

Les documents font également apparaître le lien étroit qui a toujours existé entre Posada Carriles et la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), notamment l'ancien dirigeant Jorge Mas Canosa, et le financement apporté par la Fondation aux agissements terroristes de Posada.

La Fondation a commandité plusieurs actes de sabotage et de terrorisme contre le peuple cubain. Elle a financé en bonne partie la série d'attentats contre des hôtels et d'autres installations touristiques à La Havane en 1997.

L'un des documents du FBI, qui remonte au 7 juillet 1965, montre que Jorge Mas Canosa, alors à la tête de l'organisation terroriste RECE, a versé de l'argent à Posada afin qu'il sabote des navires ancrés dans des ports mexicains.

Le Président de la République de Cuba a solennellement mis en garde le Président américain, lui rappelant les responsabilités juridiques qui sont les siennes et l'obligation qu'il a de réagir face à de pareils actes et de tenir le peuple américain informé.

Cuba juge gravissime que le Gouvernement américain autorise Luis Posada Carriles à séjourner en toute impunité sur son territoire, lui accorde l'asile et ferme les yeux sur des manigances juridiques visant à lui permettre d'aller et venir à sa guise. Cela ne cadre ni avec la soi-disant « guerre contre le terrorisme » déclarée par le Gouvernement américain ni avec les opérations militaires que celui-ci mène en Iraq et en Afghanistan sous couvert de cette même guerre et qui ont coûté la vie à des centaines de milliers de personnes.